

EUROPE

AU PORTUGAL ET SES PROLONGEMENTS

« L'action concertée est encore possible même avec les communistes »

nous déclare M. Guerreiro, dirigeant du P.P.D.

De notre envoyé spécial

Porto. — Soucieux depuis le départ de Lisbonne, le visage s'éclaircit soudain, lorsque, par le hublot de l'avion, M. Emilio Guerreiro (1) aperçoit plusieurs dizaines de militants de son parti, venus l'accueillir à l'aéroport de Porto. Ici, il arrive en terrain presque conquis. Le nord du pays est la place forte du parti populaire démocratique qu'il préside.

« Nous devons au Nord la plus grande force du parti. Il est juste de donner à la population, qui nous a le plus accordé sa confiance, la priorité de nos explications. J'expliquerai ce soir au peuple de Porto les raisons de notre départ du gouvernement. »

— N'êtes-vous pas venu dresser le Nord contre le Sud du pays ?

— Non, je vous ai dit pourquoi nous commençons ici, il n'y a aucune autre signification.

— Vous avez rencontré le président de la République avant d'annoncer le départ de vos ministres. Que vous a-t-il dit ?

— Le général Costa Gomes nous a reçus très cordialement. Il nous a dit de façon claire que la presse portugaise était très mauvaise, ce qui prouve bien que nous avons fait une analyse juste quand nous avons décidé de présenter nos revendications dans le domaine de l'information. Mais il nous a surtout assuré que ce que nous avions demandé n'était pas exagéré. Il a jugé nos « conditions » très raisonnables. Mais il nous a expliqué que les difficultés rencontrées pour résoudre les problèmes posés l'empêchaient de nous donner une réponse satisfaisante.

— Quelle est aujourd'hui la situation du pays ?

— Elle est très grave. La crise politique sera très difficile à résoudre. Si l'on n'a pu donner satisfaction à nos conditions pourtant « raisonnables », il est évident qu'aucun membre du P.P.D. ne pourra plus faire partie du gouvernement, même à titre strictement individuel. Si les quelques groupes qui se manifestent bruyamment à Lisbonne veulent imposer une dictature minoritaire, le peuple portugais s'y opposera résolument. Il existe des dangers de confrontations violentes. Mais nous ferons tout pour les éviter.

— Estimez-vous qu'un gouvernement militaire sera dictatorial ?

— Les militaires ne désirent pas la dictature. Je crois qu'ils mettront tout en œuvre pour y échapper.

— Tous les militaires ?

— Ceux du Mouvement des forces armées.

— Tous ceux du M.F.A. ?

— Tous...

— Croyez-vous encore à une possibilité de démarche commune des partis politiques ?

— L'action concertée est encore possible, même avec les communistes, s'ils révisent leur position et comprennent, une fois pour toutes, qu'on ne peut faire la révolution démocratique et socialiste au Portugal contre la volonté du peuple. J'ai l'impression qu'ils n'ont pas encore compris. Mais je suis toujours optimiste, car je crois que le bon sens finira par s'imposer.

— La situation est-elle propice à un complot de l'extrême droite ?

— Evidemment, l'extrême droite est à l'affût. Mais s'il y avait une tentative réactionnaire pour stopper le cours de notre révolution, le peuple, qui s'est manifesté clai-

rement le 25 avril 1975, saurait s'y opposer de toutes ses forces. Les conditions ne sont pas actuellement favorables à la réaction. Mais si la crise se prolonge, elles peuvent le devenir.

— Vous avez récemment critiqué la politique du P.S. Que lui reprochez-vous ?

— L'attitude du P.S., depuis les premiers jours de la révolution, n'a pas été très linéaire. Il a d'abord penché du côté des communistes, avant de s'opposer à eux ; il leur a ensuite de nouveau fait des avances pour, finalement, prendre prétexte du cas Republica, divorcer pour longtemps. C'est là une analyse objective, pas une attaque. En tout cas, le P.S. n'a jamais voulu s'entendre avec nous, malgré toute notre bonne volonté.

— Que pensez-vous des nouveaux rapports des socialistes avec le M.F.A. ?

— Les militants socialistes ont crié, il y a quelques jours, que le peuple n'était pas avec le M.F.A. Je ne crois pas que cela exprime la position des dirigeants du parti, mais cela montre, au moins, que ses militants ne sont pas tous de gauche. — D.P.

(1) M. Guerreiro, dirigeant du parti populaire démocratique, a combattu dans les rangs de l'armée républicaine pendant la guerre civile espagnole et il a participé à la Résistance en France.

Le M.F.A. aurait dû condamner plus sévèrement les partis communiste et socialiste

écrit l'ancien secrétaire d'État à l'industrie dans sa lettre de démission

Dans son numéro daté du 18 juillet, *Liberation* publie la lettre de démission de M. J. Martins Pereira, ancien secrétaire d'État portugais à l'industrie, proche du Mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.).

« Quitter le gouvernement lorsqu'on est un des responsables d'un secteur important de l'économie, écrit M. Pereira, au moment où la situation économique est grave et où l'on parle de « bataille de l'économie », implique le risque d'être accusé de désertion et de quitter la barque au moment où elle coule... Quitter le gouvernement lorsqu'on est connu comme partisan d'un socialisme très décentralisé et d'une voie où l'on accente les pouvoirs de contrôle des travailleurs, au moment où le M.F.A. approuve un « document guide » sur le pouvoir populaire, cela semble incohérent. (...) »

« Alors, le seul et dernier service que l'on puisse encore rendre, c'est d'expliquer publiquement et sans détours les raisons profondes de cet apparent suicide politique. (...) C'est après le 28 septembre 1974 et surtout au début de cette année, autour des problèmes de l'unicité syndicale, que la question du « partidarisme » a commencé à dominer la vie politique. Depuis, elle n'a cessé de s'aggraver. »

« Je fais allusion aux conflits surgis entre le P.S. et le P.C. et qui se sont polarisés autour de certains problèmes concrets : élections, information, etc. Il serait trop simpliste, et c'est courant, de dire que l'un des deux partis s'insère dans le courant révolutionnaire et l'autre pas. (...) Le clivage entre ces deux partis est loin de correspondre à deux hypothétiques classes sociales qui se combattraient sans merci. Il y a des ouvriers et des travailleurs de divers secteurs, des éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie qui se répartissent dans les deux partis, même si les proportions ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi le « drame historique » de la révolution portugaise tient au fait que le bloc social susceptible d'être mobilisé par un projet socialiste révolutionnaire ne peut se confondre rigoureusement avec les masses mobilisables par l'un des deux partis. Comme tout serait facile s'il en était ainsi... »

« Cette division partidariste correspond à une coupe verticale qui sépare d'un côté ceux qui pensent se reconnaître dans un « soi-disant socialisme en liberté » délibérément indéfini, et qui n'est plus que l'impossible mirage du système social-démocraties occidentales, et d'un autre côté ceux qui se reconnaissent dans un « parti des travailleurs » dont l'organisation, la discipline, l'autorité leur permettent un nouvel ordre socialiste. »

« Il en découle que les masses d'appui des deux partis se trouvent polarisées par deux projets politiques non seulement inconciliables mais irréalisables (le premier au moins, sans aucun doute). (...) Aucun des partis n'a formulé avec précision son projet politique, mais leurs pratiques, à l'inverse, le dévoilent clairement. D'un côté, c'est le culte du vote, le parlementarisme, les libertés dans l'abstrait, le refus du militantisme révolutionnaire, les appuis internationaux qu'on cherche et avec lesquels on spéculé, les comportements, etc., bref, un projet effectivement de nature bourgeoise. (...) »

« L'adoption des mesures que seule une autorité révolutionnaire incontestée a le droit et le pouvoir de prendre s'impose. Le M.F.A., conscient de cette situation, n'a pas réussi à formuler la réponse. Le plan d'action politique en a constitué un nouveau compromis au moment justement où un compromis devenait plus dangereux encore. »

« Il aurait fallu que le M.F.A. fasse publiquement une profonde autocritique. Il aurait été décisif qu'il se prononçât publiquement pour une sévère condamnation du parti socialiste, qui, en pleine crise politique, menace de paralyser entièrement le pays. Même chose pour le parti communiste, qui, le 4 juillet, a créé artificiellement un climat de tension qui présuait presque une guerre civile (pourquoi avoir peur de ces mots ?). Il aurait été important de sacrifier quelques têtes pour retrouver un prestige que le M.F.A. considère lui-même comme entamé. »

M. Mitterrand assure M. Soares de son amitié et de sa confiance

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste français, a adressé à M. Mario Soares le message suivant, approuvé par le bureau exécutif du P.S. :

« Dans la situation difficile que traverse votre pays depuis que les ministres socialistes ont été amenés à quitter le gouvernement, je tiens à vous exprimer, avec mes sentiments personnels d'amitié et de confiance, l'entière solidarité du parti socialiste français avec votre combat. »

« La présence des socialistes au gouvernement représentait, de notre point de vue, la garantie

réelle d'une évolution démocratique du Portugal vers une société socialiste pluraliste. »

« Les objectifs du parti socialiste portugais, hier au gouvernement, aujourd'hui en dehors, demeurent, j'en suis convaincu, ceux que vous avez définis : redressement de la situation économique et évolution vers une société socialiste dans le respect de la volonté populaire déjà réécrite et clairement exprimée. Pour atteindre ces objectifs, vous pouvez être assuré du soutien actif des socialistes français et de mon chaleureux appui personnel. »

M. ESTIER JUSTIFIE L'ACTION DU P.S.P.

« Les socialistes portugais ne se trompent pas de combat », estime M. Claude Estier, dans l'éditorial de l'hebdomadaire du parti socialiste l'Unité daté 18-24 juillet 1975.

« Leur départ du gouvernement », souligne le secrétaire national du P.S., est motivé par des raisons très précises et d'abord par le fait que la réparation du journal Republica s'est produite dans des conditions contraires à la fois aux engagements pris par le président de la République et aux précédentes décisions du Conseil de la révolution. »

« Il y a là une position de principe sur laquelle les socialistes français ont constamment exprimé leur solidarité à leurs camarades portugais. »

« Ceux-ci ont également estimé avec raison que les dernières décisions du M.F.A., et notamment la création de pouvoirs populaires, aux contours d'ailleurs mal définis, constituent une rupture du pacte signé entre les militaires et les partis politiques à la veille des élections à l'Assemblée constituante d'avril dernier. »

« Cette appréciation est partagée par l'ensemble des socialistes »

M. GASTON PLISSONNIER (P.C.) SOUHAITE QUE LES SOCIALISTES PORTUGAIS « SE RESSAISSENT »

M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central du parti communiste français, a souhaité, au cours d'une conférence de presse le 17 juillet à Paris, que les socialistes portugais « se ressaisissent » et renouent leur

européens et pas seulement par eux, puisqu'elle vient d'être formulée également, et dans les mêmes termes, par les dirigeants de deux grands partis communistes européens, Enrico Berlinguer (Italie) et Santiago Carrillo (Espagne). (...) »

Et M. Estier ajoute : « Face à une évidente détérioration de la situation économique et politique, dont quelques exemples montrent qu'elle peut rapidement conduire à de regrettables excès, l'objectif fondamental des socialistes portugais — je le tiens directement de la bouche de Mario Soares — est de rétablir au plus vite le processus démocratique dont, à leurs yeux, le M.F.A. vient de s'écarter — avec le seul appui du parti communiste. »

Océan Indien

De retour à Mayotte

M. Marcel Henry veut « couper les ponts » avec le reste de l'archipel des Comores

De notre envoyé spécial

M. Ahmed Abdallah, chef de l'État des Comores, a repoussé, jeudi 17 juillet, une proposition du gouvernement français de réunir une commission mixte chargée d'étudier le transfert des pouvoirs. Il pose comme préalable à la réunion d'une telle commission le « départ des soldats français de l'archipel, y compris Mayotte ». D'autre part, les éléments de la légion étrangère — environ deux cents hommes — basés à Moroni seraient transférés à Mayotte au cours des prochains jours.

Tananarive. — M. Marcel Henry, chef du Mouvement populaire mahorais, est rentré jeudi

comprend douze membres, dont cinq sont les députés à l'ancienne Chambre des Comores) est appelé

été SEUL

4 Littérature étrangère

LUISE RINSER
Au-delà des frontières
traduit de l'allemand par E. G. de Laëze
AUX ÉDITIONS DU SEUL

LUISE RINSER
AU-DELÀ DES FRONTIÈRES
Des notes quotidiennes tracent le portrait d'une socialiste engagée et de la chrétienne qui en fait sa foi.
Traduit de l'allemand par E. G. de Laëze - 304 pages

CARLO CASSOLA
MARIO
Un homme et une femme à Rome, aujourd'hui. Le dernier roman de Cassola.
Traduit de l'italien par Ph. Jaccottet - 160 pages 22 F

CARLO CASSOLA
MARIO
AUX ÉDITIONS DU SEUL

5 Biographies

PIERRE DAIX
ARAGON
UNE VIE A CHANGEMENT
"Une passionnante biographie... Rien de contradictoire n'est dans l'ombre"
LE NOUVEL OBSERVATEUR
448 pages, un cahier de 100 pages

BANESH HOFFMANN
avec la collaboration de Helen Dukas
ALBERT EINSTEIN
CRÉATEUR ET REBELLE
La prodigieuse épopée solitaire d'un chercheur.
Traduit de l'anglais par M. Manly
304 pages 45 F

BANESH HOFFMANN
avec la collaboration de Helen Dukas
ALBERT EINSTEIN
CRÉATEUR ET REBELLE
La prodigieuse épopée solitaire d'un chercheur.
Traduit de l'anglais par M. Manly
304 pages 45 F

6 Grands débats

PIERRE EMMANUEL
de l'Académie française
LA RÉVOLUTION PARALLÈLE
Pierre Emmanuel analyse les raisons de cet émiettement actuel des individus et pose la question : comment être de nouveau ensemble ? 304 pages

MARC CASSOLA
La question homo-sexuelle

Espagne

Correspondance

La mort d'un amiral

Le fils d'un républicain espagnol qui tient à conserver l'anonymat nous adresse ce témoignage à propos de Valentin Fuentes, amiral de la flotte de la République espagnole, décédé à Paris dans la nuit du 5 au 6 juin. L'amiral était âgé de 93 ans. Cet homme était un exemple rare de loyauté. Officier sous la monarchie espagnole, il avait prêté serment de fidélité, comme le roi y avait engagé tous les officiers de l'armée royale à la faire, à la jeune République espa-